

# LA VÉRITÉ

Organe Central des Comités Français de la IV<sup>e</sup> Internationale

## LAVAL AU SERVICE DE L'IMPÉRIALISME ALLEMAND ET DES TRUSTS FRANÇAIS

Par suite d'un retard technique, ce numéro de La Vérité paraît au mois de juillet. L'article ci-dessous, consacré à une déclaration de Laval, antérieure à son discours du 22 juin, pourrait sembler en retard sur l'actualité. Au contraire, le lecteur pourra comprendre, grâce à notre analyse de la déclaration Laval, quelles raisons poussent Hitler et Laval à s'entendre contre la classe ouvrière de France. Dans le prochain numéro de La Vérité nous complèterons notre analyse par celle du discours du 22 juin.

La déclaration faite, le 30 Mai dernier, par Laval, devant les représentants des 150 comités d'organisation, c'est-à-dire devant les représentants du grand capital français, est le prélude d'une action massive à la fois contre la classe ouvrière et contre les artisans et les petits et moyens industriels. Laval annonce qu'il va être procédé à "une certaine concentration industrielle". Que signifient ces paroles ? Ces paroles signifient que, sous prétexte de "pénurie de matières premières et de moyens de transport", des milliers et des milliers de petites et moyennes entreprises vont être condamnées à fermer, des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers de ces entreprises vont être condamnés au chômage, des milliers de petits patrons vont être condamnés à la ruine.

Pour se rendre compte de l'importance du secteur économique ainsi menacé d'asphyxie et de mort, il faut savoir qu'en France le nombre des établissements industriels occupant moins de 21 salariés était, avant la guerre actuelle, de 630.000, et que le nombre des salariés occupés dans ces établissements, ainsi que des salariés isolés, était de 2.445.000 : ces salariés représentaient 45% du prolétariat industriel français. Ainsi, la déclaration, faite le 30 Mai dernier par Laval, représente une menace de chômage pour près de la moitié du prolétariat industriel de France et une menace de ruine pour près des deux tiers des établissements industriels.

Comment se fait-il que Laval s'engage dans une telle voie ? Il ne suffit pas de dire, de façon simpliste, que Laval est un "traître", il faut comprendre les raisons de sa décision. La première raison, c'est la pression énorme exercée par l'impérialisme allemand sur le gouvernement de Vichy pour qu'il lui procure de la main-d'œuvre. L'économie allemande, en effet, est devenue tout à fait incapable de continuer à tourner au rythme qu'exige la guerre moderne, alors que cette même guerre, et la magnifique lutte de l'Armée rouge, ont eu pour conséquence la mobilisation de millions d'ouvriers. En dépit de la présence, en Allemagne, d'environ 3 millions d'ouvriers étrangers, la machine de guerre hitlérienne manque de bras ; les mesures destinées à recruter plus ou moins "librement", plus ou moins "volontairement" de la main-d'œuvre, dans les territoires occupés, sont devenues insuffisantes. D'où la campagne menée par les valets de plume de l'hitlérisme, notamment par Déat, en vue d'organiser un recrutement massif de main-d'œuvre en France. D'où la politique dans laquelle Vichy s'engage aujourd'hui ; cette politique doit artificiellement condamner au chômage des millions d'ouvriers, qui seront ainsi pratiquement forcés de s'embaucher pour l'Allemagne, de quitter leurs foyers, de se mettre directement au service de la machine de guerre hitlérienne qui lutte contre l'Armée Rouge.

Ce n'est pas sans résistance que Vichy s'engage dans cette voie. Vichy, en effet, n'est nullement prêt à jouer le rôle d'un simple agent d'exécution de l'impérialisme allemand. Vichy est, avant tout, le gouvernement de la grande bourgeoisie française, le gouvernement des trusts et des cartels "français". Voilà une chose qu'il ne faut pas oublier, et que L'Humanité oublie complètement, lorsqu'elle met sur le même pied la clique réactionnaire de Vichy et, par exemple, un gouvernement Quisling. Vichy, représentant la bourgeoisie française, ne pouvait se résoudre, sans regret, à laisser partir "son" prolétariat hors de France ; non, certes, par amour pour la classe ouvrière française, mais parce que chaque ouvrier qui quitte la France est une source de plus-value qui s'en va, parce que chaque ouvrier qui quitte la France est une source de profit de moins pour le capital "français", une source de profit de plus pour le capital "allemand". A partir du moment, donc, où l'impérialisme allemand s'est remis à revendiquer pour lui, non plus seulement la main-d'œuvre que le capital "français" était momentanément incapable d'employer — c'est-à-dire les chômeurs — mais aussi ceux à qui la bourgeoisie française faisait suer de la plus-value dans ses usines, les choses devaient se gâter entre Berlin et Vichy. C'est là, sans aucun doute, une des causes, parmi beaucoup d'autres, de la tension qui a abouti à la démission de Darlan et à la formation du gouvernement Laval.

## Des trotskystes assassinés par les nazis

**HOLLANDE.** — Sneepliet et sept de ses collaborateurs, dirigeants du R.S.A.P. (Parti Socialiste Ouvrier Révolutionnaire), ont été condamnés à mort par un tribunal militaire allemand, pour le simple fait d'avoir reconstitué, illégalement, un parti révolutionnaire dissous. Sneepliet et ses compagnons avaient quitté la IV<sup>e</sup> Internationale, en 1937, pour des désaccords politiques profonds. Mais leur action passée, et leur condamnation, prouvent qu'ils étaient restés fidèles, comme nous, à la cause de la révolution socialiste mondiale. C'est pourquoi, sur leur tombe encore fraîche, nous faisons serment de les venger. Dans le long martyrologe de la révolution prolétarienne, leur nom brillera à côté des plus purs : Liebknecht, Luxemburg, Trotsky, et combien d'autres.

**BELGIQUE.** — Léon Lesoil et Léon de Lee, dirigeant et ancien dirigeant du Parti Socialiste Révolutionnaire (Section Belge de la IV<sup>e</sup> Internationale) sont morts, le premier dans un camp de concentration belge, le second dans un camp près de Hambourg. Nous saluons en eux la IV<sup>e</sup> Internationale meurtrie, mais dont les idées ne peuvent pas mourir, ne peuvent pas ne pas triompher.

Laval, sa déclaration du 30 Mai en est une preuve, a su trouver un "terrain d'entente" entre la bourgeoisie française et la bourgeoisie allemande. Il l'a trouvé en se soumettant aux désirs du capital monopoleur. Nous sommes ici en présence de la seconde raison déterminante de la politique actuelle de Vichy.

Le Grand Capital a une tendance propre à éliminer par tous les moyens les petits et moyens industriels qui lui font concurrence et qui l'empêchent de dominer complètement le marché. Cette tendance va, naturellement, en s'affaiblissant au fur et à mesure que, par l'intermédiaire des banques, le Grand Capital parvient à dominer aussi, du moins partiellement, le secteur non concentré de l'industrie ; elle va en s'affaiblissant aussi, au fur et à mesure que la prolétarisation des classes moyennes, à laquelle elle aboutit, risque de poser au régime des problèmes politiques et sociaux graves. Ce sont ces dernières considérations qui ont joué, en France, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, un rôle déterminant, et qui expliquent la concentration relativement faible de l'industrie française et, par voie de conséquence, l'énorme retard technique de l'économie française — car la concentration permet une utilisation plus rationnelle du machinisme, de la force motrice, etc.

Cependant, en dépit de l'affaiblissement de la tendance à la concentration, celle-ci subsiste et à chaque fois que le Grand Capital a la possibilité d'éliminer massivement, mais sans risques politiques et sociaux immédiats, une partie de la petite et moyenne industrie, il agit dans ce sens. Les exemples de ce fait sont nombreux : en Allemagne, c'est par dizaines de milliers que les petits patrons ont été sacrifiés au Grand Capital par le nazisme (ce prétendu défenseur des classes moyennes et ce soi-disant ennemi des cartels). Ainsi, le 6 Mars 1939, un décret du gouvernement hitlérien décidait la fermeture de toutes les petites entreprises (de l'industrie et du commerce) dont le chiffre d'affaires n'avait pas atteint un certain minimum au cours des années passées ; les ouvriers employés dans ces entreprises étaient tenus de s'embaucher, avant le 1<sup>er</sup> Avril 1939, dans les grandes entreprises. Aujourd'hui en France, le Grand Capital veut également profiter de la situation pour étrangler la petite et moyenne industrie, afin d'aboutir à la domination complète du marché, même s'il ne profite pas immédiatement de la main-d'œuvre ainsi "libérée", même s'il est incapable, demain, de fournir du travail à cette main-d'œuvre : sur cette base, un accord était possible entre le capital allemand et le capital français ; c'est ce que Laval a expliqué, le 30 Mai, aux représentants des Comités d'organisation. En même temps afin d'apporter une satisfaction à la bourgeoisie française toute entière — tout au moins à celle dont le capital continuera à fonctionner — Laval a annoncé que des mesures seront prises pour augmenter la durée actuelle du travail ("à toute augmentation de la durée actuelle du travail correspondra automatiquement un accroissement de la rémunération", a-t-il dit) ; ainsi, si le nombre de producteurs de plus-value au profit de la bourgeoisie française diminue, le capital espère s'y "retrouver" en faisant produire une plus-value supplémentaire à chaque ouvrier restant. Quant au prétendu "accroissement de rémunération", il est facile au Grand Capital, maître de tous les leviers de l'économie, d'en annuler l'effet par une nouvelle hausse des prix.

Telle est donc, dans ses buts et dans ses motifs, la politique économique annoncée par Laval le 30 Mai dernier. Cette politique lui permet de servir, à la fois, l'impérialisme allemand (auquel il fournit de la main-d'œuvre) et les trusts français (dont il renforce la domination) ; mais, comme nous l'avons dit,

elle condamne au chômage, ou à la désertion de tous leurs foyers, des millions d'ouvriers, elle condamne à la ruine des milliers de petits patrons ; en même temps, cette politique continue à affaiblir le potentiel de production de la France : les petites et moyennes entreprises fermées, soi-disant "momentanément", le seront, en fait, définitivement ; mais les forces productives ainsi abandonnées ne seront remplacées par aucune autre. Ainsi, la concentration industrielle, à laquelle Laval veut procéder, loin d'être une source de progrès technique — comme elle pourrait l'être dans d'autres circonstances — sera une source de régression et d'affaiblissement économique. C'est ici, sans aucun doute, que le caractère régressif, réactionnaire, de la domination du Grand Capital apparaît au grand jour. C'est ici que l'on voit apparaître clairement le fait que le capitalisme a non seulement cessé d'être un facteur de progrès, mais qu'il est désormais un facteur de recul et de décadence.

Cet exemple vivant des buts et des motifs de la politique des trusts français et de leur représentant, Laval, montrera, non seulement à la classe ouvrière, mais aussi aux couches petites-bourgeoises, que le capitalisme décadent, en se maintenant, les conduit à la ruine et conduit à l'affaiblissement de l'économie toute entière. Il faut résister aux mesures qui seront prises en application d'une telle politique. La classe ouvrière, déjà sous-alimentée, doit se refuser à toute prolongation de la durée du travail (même "compensée" de façon illusoire par des augmentations de salaires) ; la classe ouvrière et de larges couches de la population doivent s'opposer aux mesures de concentration, soi-disant dictées par la "pénurie des matières premières", en constituant des comités où seront représentés à la fois, des ouvriers, des consommateurs et des petits patrons, comités qui se chargeront de recenser la production et les stocks de matières premières, comités qui se chargeront d'organiser la répartition de ces matières premières. Il faut que les travailleurs français s'unissent pour résister aux départs forcés vers l'Allemagne, où leur travail serait cent fois plus efficace pour l'hitlérisme qu'il ne l'est en France même.

Contre la politique criminelle de Laval qui lèse les intérêts des couches les plus larges de la population, il faut que se groupent tous ceux qui comprennent la nécessité de résister à cette politique et qui, demain, dans l'action, comprendront que la seule voie qui permette de briser définitivement la puissance de plus en plus réactionnaire du Grand Capital est la voie de la révolution prolétarienne.

## Abel Bonnard se distingue

Depuis qu'il est ministre de l'Éducation Nationale, Abel Bonnard ne rate pas une occasion de faire savoir aux instituteurs qu'il y a une quelque chose de changé. Les circulaires se succèdent à une cadence accélérée dans les écoles. L'une d'entre elles invitait les élèves à visiter l'exposition "Le Bolchevisme contre l'Europe" : chaque instituteur était tenu de la lire dans sa classe, en présence du directeur de l'école, et un compte-rendu attestant que tous l'avaient fait devait être envoyé à la Direction de l'Enseignement. Une autre a proclamé que, désormais, la neutralité scolaire n'existait plus. L'instituteur est maintenant tenu d'inculquer aux enfants les idées de la "révolution nationale". Enfin, le port "volontaire" de la francisque de Pétain est recommandé aux instituteurs et aux élèves ; et cette dernière circulaire donne un avertissement menaçant, à peu près en ces termes : « Cette circulaire doit être signée par tous les instituteurs, afin qu'aucun ne puisse dire qu'il n'a pas été averti. »

Abel Bonnard s'imagine sans doute qu'il n'y a qu'à ordonner pour être obéi. Les ordres et les menaces n'empêcheront pas les instituteurs de haïr de plus en plus le régime actuel, ce qu'ils sauront prouver.



## MAIN TENDUE A L'OUVRIER ALLEMAND !

Dans le N° 29 de *La Vérité*, nous avons publié une "lettre d'Allemagne" qu'un sympathisant de notre organisation nous avait envoyé de là-bas. Aujourd'hui, il est de retour et nous l'avons "interviewé". Nos lecteurs trouveront dans ses réponses une ample matière à réflexion. Ils verront, en particulier, combien est criminelle la politique actuelle du stalinisme, qui désigne le peuple allemand comme responsable de la situation présente. Ils verront que notre mot d'ordre de « Fraternisation avec les ouvriers allemands, sous l'uniforme vert ou sous le "bleu" de travail, » n'est pas un mot d'ordre "utopique" et qu'il est, au contraire, le seul mot d'ordre réaliste, le mot d'ordre qui, demain, se réalisera dans les faits, pour la libération socialiste de l'Europe.

### Quand es-tu parti en Allemagne et pourquoi ?

— Je suis parti il y a un peu plus de 6 mois. Je voulais, comme beaucoup, voir ce qui se passait là-bas et où en étaient les ouvriers allemands.

### Quelles ont été les premières impressions ?

— Très mauvaises. Nous avons fait un voyage en convoi pendant deux jours, sans nourriture. On nous avait donné un morceau de pain à Paris et, à Aix-la-Chapelle, on nous a donné une soupe. Comme tu vois, ce n'est pas beaucoup. Ensuite, on nous a emmenés à Priestervogel. C'est un camp où les ouvriers français sont parqués jusqu'à ce que leurs nouveaux maîtres les y viennent chercher. Je vous l'ai écrit : nous avions tout à fait l'impression d'être du bétail dont on vient prendre livraison.

### Où travaillais-tu ?

— A l'usine A..., près de C... Pour nous loger, nous avions des baraques qui étaient encore en construction. Il n'y avait aucune commodité hygiénique, même élémentaire. Pourtant cette usine était réputée comme l'une des plus "confortables" en Allemagne. Nous étions dix-huit dans une chambre. Il fallait faire la cuisine sur un seul poêle. A côté de ce que les nazis nous racontent dans leur propagande...

### Vous travaillez pour l'armement, naturellement. Combien y avait-il d'ouvriers ?

— En temps normal, 2.000. Mais, après les récentes mobilisations, il n'en restait plus que 1.500 à 1.600.

### Quelles étaient les conditions de travail ?

— Comme le travail commence le matin à 6 h. 30, nous nous levons à 5 h. 3. Le travail finissait à 18 h. 15. L'envie de commencer à 18 h. 15 pour finir le matin à 6 h. 30. Elle faisait 12 h. 15 de travail de nuit sans aucun supplément de salaire.

### La nourriture ?

— A midi, on mangeait à la cantine ; quatre fois par semaine, il n'y a qu'une soupe et deux fois par semaine il y a un repas plus "substantiel" : des pommes de terre avec un morceau de viande. Mais la ration de pommes de terre a diminué de plus en plus depuis novembre dernier. Finalement, on finissait par préférer le repas "moins substantiel".

### Et le repas du soir ?

— Le soir, nous ne pouvions guère mieux manger, car le repas de midi nous prenait trop de tickets de rationnement. Alors, on mangeait à nouveau à la cantine. Heureusement, nous avions droit à deux kilos de patates par semaines. Sans cela, je t'assure que nous serions toujours "restés" sur notre faim...

### Quels étaient les salaires ?

— Un bon ouvrier fait ses 82 pfennigs de l'heure. Un moins de 20 ans gagne 68 pf. de l'heure. Tous les travaux se font aux pièces. Les salaires seraient assez bons s'il n'y avait pas les impôts énormes : 30% du salaire pour les célibataires, 2 à 25% pour les hommes mariés, (ce que les capitalistes cèdent d'une main à la classe ouvrière, ils le prennent par l'intermédiaire de l'Etat nazi. En plus, il fallait payer les frais de baraquement et les amendes, très nombreuses. Au bout de la semaine, il me restait 40 à 45 marks ; là-dessus, je me retais 2 à 25 marks pour vivre (nourriture, tabac, déplacements, etc.) et j'envoyais le reste à ma famille, c'est-à-dire 400 fr. en moyenne. Il y a donc très loin de ce chiffre à celui des nazis, qui prétendent qu'un ouvrier français peut envoyer 3.000 fr. par mois à sa famille. Pour finir, je te dirai qu'il y avait une infirmerie de 6 lits dans le camp où nous étions 900. Une infirmerie infecte, d'ailleurs, sans médecin ni infirmière. Un camarade y est entré ; il était phthisique. Comme il est resté sans aucun soin, il est mort 8 jours après.

### Vous étiez "libres" ?

— Drôle de liberté ! Un jeune camarade qui avait voulu se rendre de C... à Kassel, pour voir un ami, s'est vu infliger un mois de prison. Un autre, qui en avait "marre", et qui voulait

MANTES. — Un conseiller municipal de Limay, vicillard sexagénaire, a été fusillé par les nazis pour détention d'armes. Il avait chez lui un antique fusil de collection ! Appelée par le Conseil Municipal à protester, par pétition, contre cet ignoble attentat, la population de Mantes-Limay a couvert de 4.000 signatures des listes déposées à la Mairie de Mantes.

Les nazis ont pu juger ainsi de quelle popularité ils jouissent auprès de la population laborieuse de Mantes.

repartir en France sans autorisation, est resté deux mois dans un camp de concentration. Les patrons peuvent faire emprisonner ainsi, à volonté, pour des réus de travail ou des départs volontaires pour... la France. J'ai vu aussi trois jeunes ouvriers français frappés à coups de matraques sur l'ordre du chef de camp, un français, parce qu'ils avaient refusé d'aller au travail ; ils étaient malades. Il y a eu un mouvement de grève des ouvriers français contre ce chef de camp, une véritable brute, que les patrons allemands ont dû renvoyer à d'autres occupats.

J'ai vu un ouvrier français, condamné à la prison pour un motif très anodin, revenir de la prison d'Alexanderplatz. En 25 jours de prison, il avait maigri de 8 kg. Il m'a raconté qu'on y couchait à 120 dans des chambres trop petites, de sorte qu'il n'y avait pas assez de place pour s'allonger et dormir.

### Et les ouvriers allemands ?

— Je peux l'affirmer que le mécontentement grandit sans cesse, en Allemagne, et pas seulement dans la classe ouvrière, mais aussi dans les classes moyennes.

Il y a eu 3 millions d'ouvriers allemands mobilisés au mois d'avril en vue de la campagne "contre le bolchevisme". La production est donc très ralentie. Il y a aussi une pénurie de matières premières certaine. Cela, j'ai pu le constater moi-même, dans mon usine. Tous ces faits ont provoqué une vague de pessimisme en Allemagne, où les ouvriers croient de moins en moins en la victoire du national-socialisme. Comme, en même temps, les conditions de vie y deviennent de plus en plus intolérables, le régime a énormément perdu son influence : par exemple le Secours d'Hiver 1941-42 a été un gros échec pour les nazis. Les ouvriers donnaient très peu, et souvent pas du tout.

### Quelle est la combativité des ouvriers allemands ?

— Naturellement, le mouvement ouvrier allemand, après une longue maladie, en est encore au début de sa convalescence. Mais tout fait présager que celle-ci sera très rapide. Ainsi, j'ai vu moi-même — et tous les ouvriers français ont pu le voir comme moi — les ouvriers allemands ralentir volontairement la production pour lutter contre la guerre. A ce propos, d'ailleurs, il y a eu des mouvements hostiles entre les camarades allemands et certains ouvriers français, trop zélés, qui travaillaient à tour de bras. Mais, dans l'ensemble, les rapports entre Français et Allemands sont très cordiaux. Les travailleurs allemands ont conservé le sentiment de la solidarité de classe du prolétariat mondial.

### As-tu assisté à des mouvements de grèves ?

— Oui, il y en a très souvent. Les ouvriers allemands luttent pour des revendications primaires, mais ces luttes leur permettent de renaitre à l'action : il y a eu des mouvements de grèves (grèves d'heures supplémentaires, grèves perdues) contre la diminution des rations au mois d'avril, par exemple. Ces mouvements ont montré la solidarité des travailleurs français et allemands.

### Et les organisations révolutionnaires ?

— Le Parti Communiste existe toujours, dans l'illégalité (au mois d'avril, il y a eu 400 arrestations de militants communistes dans l'Ouest de Berlin). Mais il n'est pas en liaison avec la III<sup>e</sup> Internationale. Sa politique est celle préconisée depuis toujours par les trotskystes ; il combat actuellement sur une plate-forme défaitiste révolutionnaire, internationaliste. Quand je disais à des communistes allemands que les journaux staliniens français lançaient des mots d'ordre comme : « Mort aux Boches ! A bas les Boches ! » etc..., ils ne voulaient pas me croire.

### Que pensent-ils des trotskystes ?

— J'en ai très peu parlé avec eux, mais je sais qu'ils ont accepté, dans le Parti, des trotskystes allemands et que ceux-ci ont pleine et entière liberté de discussion. En tous cas, comme je te l'ai dit, leur politique est très proche de celle de la IV<sup>e</sup> Internationale, sauf qu'ils ne reconnaissent pas encore la nécessité d'un nouveau Parti, d'une nouvelle Internationale. Par exemple, ils révisent leurs conceptions de la nature de l'Etat soviétique, tout en restant fidèles aux mots d'ordre de la défense de l'U.R.S.S., et surtout, ils ont compris que ce qui a amené Hitler au pouvoir c'est la politique criminelle de Staline et consorts, qui ont fait lutter le Parti allemand contre les social-démocrates (les "social-fascistes", dans ce temps-là) et beaucoup moins contre l'hitlérisme menaçant.

### Tu as bon espoir, alors ?

— Certes, je suis persuadé que demain, à nouveau, les prolétaires allemands seront à la pointe de la révolution prolétarienne. Déjà, dans les rues de Berlin, on construit des blockhaus, soi-disant contre les bombardements aériens, en réalité contre d'éventuels mouvements ouvriers. Le capital allemand se prépare à résister, mais l'union de tous les prolétaires européens, avec les prolétaires allemands, brisera cette résistance et libérera l'Europe de ses chaînes.

## Grève aux usines Kuhlmann...

Les conditions de vie insupportables et les bombardements anglais ont eu pour conséquence de mettre en mouvement les 6.000 travailleurs de l'usine des produits chimiques Kuhlmann, dans le Nord de la France. Une grève sur le tas s'est déclenchée sous les mots d'ordre d'une amélioration du ravitaillement et d'une installation d'abris modernes. Les courageux prolétaires de chez Kuhlmann ont montré ainsi qu'ils n'ont pas oublié les glorieuses traditions de la lutte ouvrière en France.

Mais les fascistes ne l'ont pas oublié non plus. Immédiatement après le déclenchement de la grève, l'armée allemande occupa l'usine ; 600 ouvriers furent arrêtés, dont 250 envoyés dans les camps de concentration. C'est par ces méthodes que le capitalisme espère prolonger sa domination. Il ne règne plus que par la terreur. Mais dans toute l'Europe s'accumule la haine des millions d'opprimés, d'affamés. Le jour du règlement de comptes n'est pas loin !

## ... et dans le bassin de Liège

Des grèves viennent d'éclater dans plusieurs charbonnages, ainsi qu'à la Fabrique Nationale de Herstal.

Nous apprenons aussi que plusieurs centaines de ménagères se sont groupées devant l'Hôtel de Ville de Liège pour réclamer du pain et protester contre le scandale de la vente par les boulangers de pains à 45 fr.

## "On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les capitalistes"

« Les importantes fonderies d'étain de Penang, de l'île de Penang et de l'île de Banca ont été transférées aux trusts japonais Mitsubishi. » (Le Soir). Les soldats japonais avaient-ils que c'était là l'enjeu véritable de la lutte ?

## CE QUE SIGNIFIE LA VICTOIRE DU "SOCIALISME" HITLÉRIEN

**Retour en mains privées d'entreprises lettonnes.** — « Environ 50.000 fonds de commerce, représentant 99% des entreprises lettonnes, qui avaient été nationalisées par les bolcheviks, ont été rendus à leurs anciens propriétaires ou à leurs familles. »

**Vol des entreprises nationalisées au profit des capitalistes allemands.** — La Société "Ost. Zementfabrik G.M.B.H." a été créée à Koenigsberg, au capital de 480.000 mk., en vue de l'exploitation d'une usine de ciment soviétique à Ross, près de Bialystok.

**Passage des capitaux français investis en Pologne, aux mains des capitalistes allemands.** — « Un groupe allemand se porte acquéreur des actions des charbonnages de Sosnowice ». « Les biens et les droits mobiliers et immobiliers des Houillères de Dombrowa ont été cédés à la "Boemische Union Bank" ». « Un groupe allemand s'est porté acquéreur des biens et droits de la société métallurgique "Huta Bankowa" ». Etc... »

**LA GUERRE ACTUELLE EST UNE GUERRE DE BRIGANDAGE CAPITALISTE.**

## LA MARQUE D'INFAMIE

Le nazisme vient de se marquer d'un signe d'infamie : l'étoile jaune imposée aux Juifs.

L'Europe occupée, pillée, pressurée, opprimée, crie et gémit sous le joug hitlérien et on désigne à sa colère une minorité raciale sans défense.

Travailleurs français, il faut vous unir aux travailleurs, aux artisans, aux intellectuels juifs, pour lutter contre les pogroms et l'antisémitisme, pré-ludes à l'action anti-ouvrière des fascistes.

Ouvriers, "aryens" et "juifs", s'uniront contre le nazisme pour en finir avec la cause même des persécutions nationales et raciales : le régime capitaliste.